

Fiches revendicatives -

INTRODUCTION

27 novembre 2021

Nécessité d'être en Europe

De longue date, INDECOSA a cherché à s'investir en Europe, aux côtés des autres associations de consommateurs de l'UE, parfois sous le regard dubitatif de nos adhérents.

Était-il pertinent d'investir un tel espace géographique, avec toute sa diversité et ses lois variant d'un État à un autre ? En avons-nous la capacité ? Ne devions-nous pas plutôt nous concentrer sur nos actions nationales ?

Ces questions étaient d'autant plus légitimes que les premières tentatives de créer un tel espace échouèrent. Mais l'idée restait dans de nombreux esprits et en 2009, INDECOSA, avec d'autres associations de consommateurs venant d'Italie, de Grèce, d'Espagne... fonde l'ECU (European Consumers Union), une association qui veut se démarquer des « machines à subventions » européennes qui, invariablement, conduisent à faire des dites subventions une finalité et non plus un moyen.

Au fil des années, l'ECU, où nous occupons une vice-présidence, a fédéré 24 associations de consommateurs issues de 18 pays. Ce réseau constitue un vaste ensemble géographique et culturel où nous pouvons faire entendre la voix de notre association.

Depuis 2020, nous avons obtenu notre enregistrement comme groupe d'intérêt auprès des institutions européennes. Cela signifie concrètement que nous sommes désormais habilités à représenter les intérêts des consommateurs européens auprès de l'UE. Juste avant que le confinement de la crise sanitaire ne se produise, nous devions intervenir à ce titre dans une action conduite par le Comité Économique et Social Européen (CESE) et le Parlement Européen.

Puis est survenue la crise sanitaire de Mars 2020, démonstration tragique de ce que nous portions depuis longtemps.

La consommation étant désormais mondiale, toutes les questions relatives aux normes, à la sécurité, aux approvisionnements... trouvent désormais des réponses à l'échelle globale.

Le monde tel qu'il apparaît aujourd'hui, gouverné par des préceptes ultra-libéraux où le chacun pour soi prime, où l'opulence se concentre entre les mains de peu tandis que de nombreux autres manquent de tout, ce monde-là nous n'en voulons pas et nous le combattons, toujours et encore.

Appartenir à une association européenne, ce n'est pas chose simple. Les avis y sont divers, les histoires différentes, les approches parfois divergentes. Mais les citoyens européens, dans leur écrasante majorité, partagent une même aspiration : celle de mieux vivre, dans un monde plus respectueux de l'Humain et de l'environnement, un monde plus juste, plus équitable, un monde tel que nous voudrions pouvoir le léguer avec fierté à nos enfants.

En face de nous, l'égoïsme le plus abject, le plus cynique et le plus mortifère le dispute à la cupidité la plus court-termiste et stupide que l'on puisse imaginer. Au plus fort de la crise sanitaire, équipements et équipes manquaient à l'appel, parce que certains, du haut de leurs théories fumeuses et dans le confort de leurs fortunes et positions, avaient voulu faire encore plus de profits, toujours et encore plus. Nombreux sont celles et ceux qui ont payé de leur vie cette cupidité vorace.

Nous devons donc réagir, nous organiser, développer nos forces et pour cela, l'UE est un territoire à notre portée, où tout ou presque reste à faire. Nous le ferons à notre façon, avec nos valeurs.

Le consensus mièvre n'est pas dans nos gènes. Nous sommes héritiers de valeurs qui nous viennent d'une longue et douloureuse histoire du mouvement ouvrier, et aucune alliance, aucun projet, qu'il soit européen ou mondial, ne nous le fera oublier.

Nous avons pleinement conscience de la diversité européenne et de cette conscience est née la nécessité d'un travail, si nous voulons pouvoir agir ensemble. Ce travail, c'est la mise sur papier de nos positions à travers de nombreux thèmes : santé, alimentation, transport...

Grâce à, celui-ci nous pourrons non seulement nous exprimer clairement face aux diverses sollicitations qui nous seront faites, mais de plus, nous pourrons

beaucoup plus simplement et rapidement identifier les convergences qui nous unissent à travers l'Europe... tout autant que les divergences qui nous conduiront vers d'autres choix.

Ce document n'est pas un inventaire de tout ce qui se fait sur les thèmes évoqués. Nous n'en avons ni le temps, ni les moyens, ni même la volonté ! Non, il s'agit de l'affirmation des valeurs d'INDECOSA-CGT, ce que nous aspirons à voir advenir pour tous les consommateurs en France et en Europe, sans exclusion. Ce document est un document vivant, qui doit s'enrichir de nos expériences, de nos rencontres, de nos réflexions, de nos réussites et de nos échecs. Il évoluera, comme nous avons toujours évolué, sans nous renier, en aucune façon.

Il dit ce que nous sommes, ce que nous portons et ce que nous sommes prêts à partager.

Parce que nous sommes INDECOSA-CGT.

Et parce que demain, encore plus qu'hier et aujourd'hui, nous lutterons de toute notre énergie pour bâtir le monde auquel nous aspirons.

Principes Généraux

Rapidement, il est apparu que des principes généraux présents dans toutes les thématiques nous animaient.

Ces valeurs sont pour nous fondamentales, et leur partage constitue bien souvent un préalable à tout rapprochement avec une autre organisation.

1. Principe d'égalité

INDECOSA-CGT réaffirme son attachement fondamental à l'égalité des droits pour l'ensemble des consommateurs en France, en Europe et partout dans le monde.

Les lois, règlements ou traités quels qu'en soient la nature, doivent conduire pour tous à disposer de droits suffisants pour garantir un niveau de vie digne, stable et pleinement intégré aux environnements sociaux.

2. Principe de solidarité

INDECOSA-CGT rappelle que la notion de « citoyen de l'UE » que nous employons

pour définir notre champ d'intervention en Europe, englobe non seulement toutes les personnes résidant sur le territoire européen, mais également tous les territoires qui en dépendent ou s'y rattachent. Il ne peut y avoir, en aucune circonstance, des citoyens de « seconde catégorie ». De la même façon, INDECOSA n'admet aucune différence de traitement entre « riches » et « pauvres » (que l'on parle d'États ou de citoyens) sauf dans la mesure où ces différences visent à élever tout le monde au même niveau.

Dans l'ensemble du document nous évoquons, cette notion de citoyen de l'union européenne, il comprend notre action envers et pour l'ensemble des consommateurs, usagers, résidant en France et en Europe

3. Principe de réponse aux besoins sociaux et matériels

Pour INDECOSA, l'essentiel réside dans la réponse apportée aux besoins sociaux et matériels des citoyens. Nous récusons ardemment la logique du « besoin des marchés » qui ne conduit qu'à plus de pauvreté et de souffrance humaine, au seul profit d'une « élite » auto proclamée. Nous refusons toute forme de lobby économique contraire au bien-être du citoyen. Pour nous, le seul objectif digne de considération reste celui du progrès humain, et en aucun cas celui du profit pour le profit.

4. Principe de respect de la planète et du cadre de vie

INDECOSA priorise le bien-être de la planète et du vivant. Nous devons préserver nos ressources naturelles et remettre en cause tout ce qui peut nuire à notre existence. Nous soutenons le développement des énergies renouvelables et des produits et processus durables. Nous condamnons et combattons avec ardeur tout ce qui peut conduire à priver les générations à venir de leur droit le plus élémentaire, celui de jouir d'une planète en bonne santé. Pour pouvoir espérer un tel résultat, nous portons avec fermeté l'idée que la consommation (biens et services) doit s'extraire de la logique destructrice liée à la prédation des marchés.

5. Principe de proximité et de lien social

Nous revendiquons la primauté du contact humain sur le tout numérique. Nous soutenons le maintien des lieux d'accueil et d'échanges face à un dogme du dématérialisé qui conduit à l'isolement et à l'individualisme. Nous appelons à une vie locale dense avec des services publics de proximité, des agglomérations à taille humaine disposant de lieux de rencontre et de respiration, une équité de traitement territorial, et tout ce qui favorisera l'accès aux productions locales.

6. Principe d'émancipation et de vivre ensemble

Le citoyen n'est pas une marchandise, il a le droit à l'émancipation, à la culture, au sport, aux loisirs. Le citoyen ne peut en aucun cas être réduit à un outil de production, devenant inévitablement un fardeau social dès lors que les vicissitudes de l'existence entravent sa capacité de produire. Chaque être humain est une richesse commune qui se doit de pouvoir s'épanouir. Nous donnons la priorité aux lieux de vie en famille, à ceux de rencontre, d'échange et de partage. Nous aspirons à une vie expurgée de son rapport actuel à l'argent, à la domination et à l'exploitation. Nous luttons avec ardeur contre toutes les formes d'individualisme et donnons priorité à la collectivité.

7. Principe de liberté et de science

Nous voulons que les citoyens soient libres dans le respect de l'intérêt collectif. De la même façon que le citoyen ne peut se réduire à un producteur de valeur monnayable, il ne peut non plus être réduit à un consommateur téléguidé par le marketing, la publicité, la mode.

Nous luttons contre toute forme de fichage et d'identification. Nous accueillons avec satisfaction et espoir les progrès de la science dès lors que celle-ci se met au service du bien-être de tout citoyen. A l'inverse, nous nous dressons contre l'accaparement des progrès scientifiques et leur utilisation à des seules fins mercantiles ou élitistes.

Méthodologie

INDECOSA-CGT s'est doté d'un Cahier de la Consommation (créé en 2016 et actualisé en 2020) et d'un Manifeste Européen (créé entre 2019 et 2020). **Le présent document représente pour plus d'efficacité et de compréhension la fusion du cahier de la consommation et du manifeste européen. Il a pour titre « Pour une consommation juste, responsable et solidaire ».**

L'ensemble des idées présentes dans ces deux documents ont été reprises. Elles ont parfois été redéployées dans une autre rubrique (par exemple toutes les modifications de fiscalité ont été mises dans cette rubrique, même quand cela touchait aussi à d'autres sujets).

Certains paragraphes ont été reformulés par souci de cohérence et de fluidité

avec le reste du texte.

En 2016, par nécessité de synchroniser la parole et l'action d'INDECOSA-CGT, le conseil d'administration d'INDECOSA-CGT a recensé l'ensemble des écrits et les a classés par fiches thématiques. Depuis plusieurs ont été réactualisées. Ce travail a permis la création du cahier de la consommation, diffusé à plus de 3000 exemplaires il a aussi permis à bon nombre de militants d'INDECOSA-CGT d'être en possession de l'ensemble de la démarche de l'association.

La méthodologie suivie pour élaborer le Manifeste Européen a été différente :

1. Identifier les thèmes : Le premier travail a consisté à identifier les thèmes sur lesquels nous devons nous positionner en Europe.

2. Identifier des "têtes de file" : Pour chaque thème retenu, nous avons identifié une personne référente au sein de notre association. Ces membres, souvent connus et reconnus dans notre association, ne sont pas nécessairement des « experts » des questions abordées, mais y ont maintes fois démontré leur investissement, leur travail et l'intérêt manifeste qu'ils y portent.

3. Groupes de réflexion : Une fois les premières propositions rédigées, nous avons demandé aux adhérents d'INDECOSA s'ils souhaitaient participer aux groupes de réflexion mis en place pour chaque thème. Les demandes ont été aussi adressées directement à des adhérents connus pour s'intéresser aux sujets abordés. Nous avons d'ailleurs bénéficié des apports de plusieurs contributeurs externes à notre association, avec lesquels nous avons déjà eu l'occasion de travailler.

4. Conclusion

Le conseil d'administration d'INDECOSA-CGT national est responsable de ce document.

Les collectifs thématiques d'INDECOSA-CGT au fait de l'actualité dans leurs champs d'intervention, les associations départementales qui agissent, communiquent, devenues experts de thématiques comme le logement, la santé, l'énergie, les camarades mandatés dans toutes les instances de la consommation, au niveau local, régional et national. Tous et toutes sont chargés d'amener au CA, la réflexion, les propositions, lui permettant ainsi d'actualiser à chaque séance ce

document.